

**FRANCE / ELECTIONS**

# ALTERNATIVE

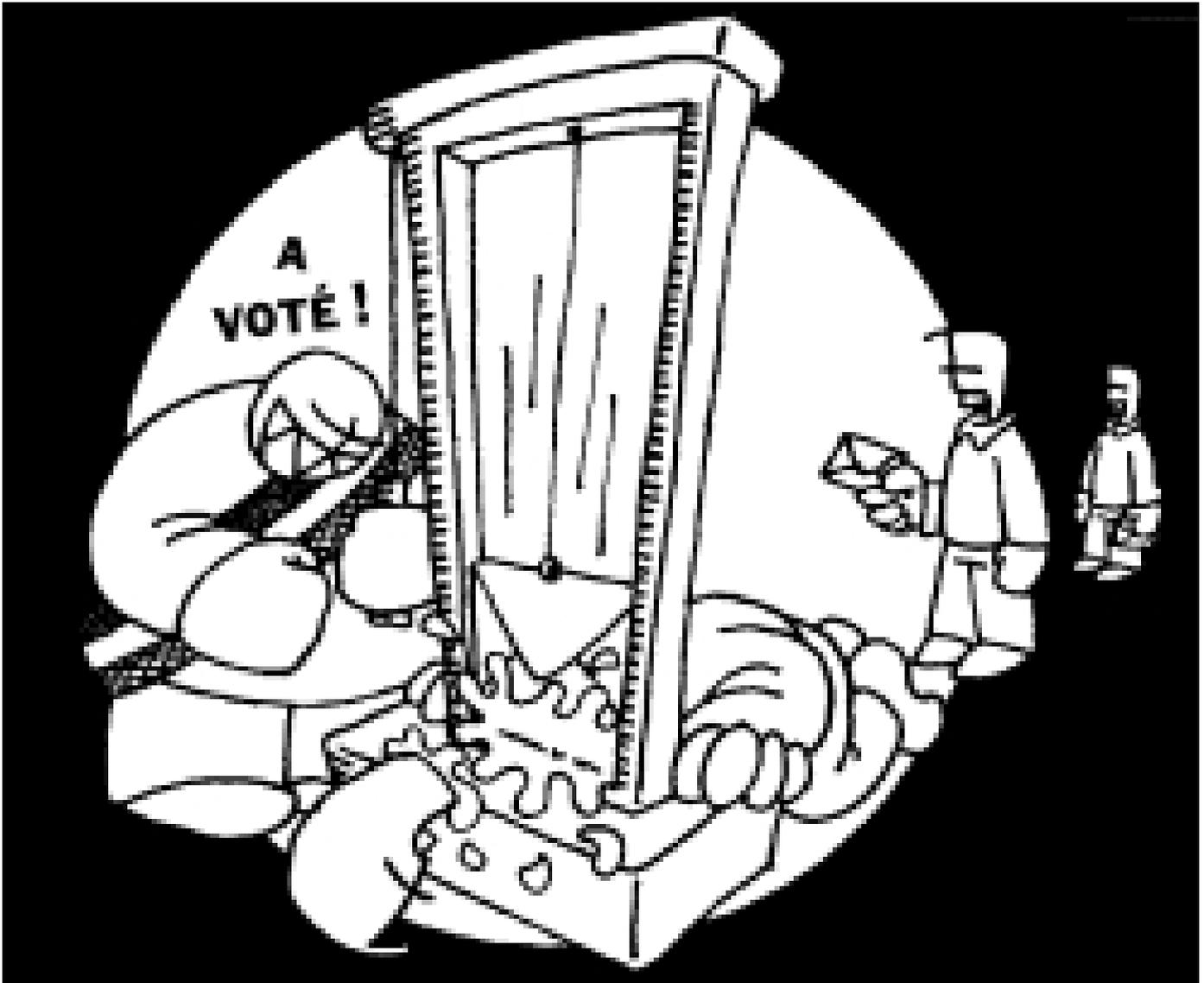
BELGIQUE-BELGIE  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
17656

**N°15 (251) Juin 2002 - 2,50 Euros**

BUREAU DE DEPOT : 1050 BRUXELLES 5

PERIODIQUE MENSUEL - NE PARAIT PAS EN AOUT

**Le choix :**



**ou**



POUR QUE PERSONNE  
NE DÉCIDE À NOTRE PLACE

**agir  
au lieu  
d'élire**

**Pas d'idées justes ;  
juste des idées...  
PUBLIEZ-VOUS**

Le mensuel *Alternative Libertaire* n'est l'organe d'aucun parti politique.

Il se veut un espace de réflexion et de libre expression sur les réalités du monde et de la Belgique d'aujourd'hui.

Ici, pas de bonne parole à prêcher, pas d'idéologie à inculquer, simplement le reflet de nos, de vos préoccupations, parfois contradictoires, souvent différentes, hors des sentiers battus, des vérités toutes faites, des idéologies prédigérées.

Ne vous étonnez pas si l'un ou l'autre article vous choque, vous contrarie, vous agace, même.

*Alternative Libertaire* est un lieu de débats, et si vous n'êtes pas d'accord avec certains propos publiés, si vous voulez réagir, si vous souhaitez vous exprimer, si vous désirez émettre un avis particulier, alors écrivez-nous, publiez-vous...

Vous vous lirez dans une de nos prochaines éditions.

Alternative libertaire ne s'use que si on ne s'en sert pas.

N'attendez pas qu'il soit trop tard, exprimez-vous.

Adressez-nous vos textes sur disquette informatique (au format PC) à l'adresse suivante :

**Alternative libertaire  
65 rue du Midi 1000 Bruxelles**

**ALTERNATIVE libertaire**

Un mensuel écrit par ses lecteurs

**ABONNEZ-VOUS**

**Vos abonnements sont notre seul soutien!**

*Les conditions d'abonnements se trouvent en dernière page.*

**SOMMAIRE**

• P 3 SOYONS BREF !  
*Les petits échos...* (Charly)

• **P 4 & 5 UN SCANDALE !**

*Le projet "révolutionnaire" de suppression du minimex (Cécily)*

• **P 6 & 7 APPEL À LA MANIFESTATION LE 15 DÉC. À BRUXELLES**

• **P 8 à 11 POUR UNE MANIFESTATION LIBERTAIRE, UNITAIRE ET NON VIOLENTE** (Xavier Bekaert)

• **P 12 & 13 BOÎTE AUX LETTRES**

*Quelques réactions de lecteurs...*

• **P 14 à 20 DOSSIER RELIGION**

• *Regard sur le Christianisme* (Cécily)

• *Islamisme : idéologie politique et mouvement* (Mac Intosh)

• *Bouddhisme : mensonge à propos d'un Tibet mythique* (Pierre Meunier)

• **P 22 à 24 APPEL À L'UNITÉ DES LIBERTAIRES**

*Transformer la contradiction en force...* (Thierry Morales)

• **P 25 à 28 BRASSENS POLITIQUE**

*Extrait d'un thèse consacrée aux engagements politiques du poète* (Nicolas Six)

• **P 29 & 30 DROIT À LA MOBILITÉ**

*Les collectifs sans-ticket continuent la lutte!*

• **P 31 L'AGENDA ARBITRAIRE**

*Les dates de quelques manifestations culturelles ou politiques*



**COPINAGE (BIS)**

# Michel Barzin

**EXPOSE**

Au Cabinet des Estampes du **MUSÉE D'ART MODERNE**

*Parc de le Boyerie (Palais des congrès) 4020 Liège*

**DU 7 DÉCEMBRE AU 3 FÉVRIER**

**Vernissage le 6 décembre à 18h**

*On vous l'a déjà dit, faut y aller, c'est pas du pipeau, notre Barzin ! Une plume, une patte, un savoir-faire exceptionnel, bref le talent à l'état pur.*

# ON A REÇU...

---

## LITTERATURE ANAR

---

Salut,  
je cherche depuis quelque temps, sans succès, des livres de Proudhon, Bakounine et Kropotkine en français.  
y a-t-il quelqu'un qui pourrait me dire où je peux en trouver à Bruxelles? ou bien me donner des liens de sites sur internet où je peux les acheter ?  
De Proudhon je cherche surtout: *- idée générale de la révolution au XIXème siècle et qu'est la propriété?* ; de Bakounine: tout (sauf *dieu et l'état*) ; de Kropotkine: *la conquête du pain* et puis si vous avez à me conseiller des autres auteurs que je ne connais pas, allez-y aussi.  
Merci

★ andrew

*La bibliothèque du Centre Libertaire, rue du Midi 65 à Bruxelles, est ouverte tous les samedis de 15h à 17h (0485.93.66.63). Elle permet l'accès à de nombreux ouvrages et offre une importante documentation concernant la littérature anar.*

*Il est également possible de commander bon nombre de bouquins et brochures à la librairie PUBLICO, 145 Rue Amelot 75011 Paris (France).*

---

## Coup de Gueule

### LA VIE INDIVIDUELLE FACE À L'INTRANSIGEANTE SOCIÉTÉ

---

Dans la société, nous sommes obligé de naître pour donner le maximum de nos possibilités.  
Tous les parents sont tenus d'envoyer leurs progénitures dans des camps d'éducation appelés "écoles".  
Il y a 20 ans encore, nous y avions une éducation permettant de faire un choix de profession. Que reste-t-il de la chimie, de la physique ou même des études artistiques ? Les livres techniques Delaruelle-Claes, Wesmael-Charlier, De Boek ont tous disparu alors que les terroristes n'ont aucun besoin de ces infos pour concrétiser techniquement leurs actes. Au contraire, c'est la population qui y perd sa sécurité en même temps que ses connaissances protectrices.  
Le sommet est atteint lorsque les derniers vrais chercheurs sont obligés de donner à l'Etat toutes les informations sur leurs recherches, ce qui s'avérerait dangereux si l'Etat devenait fasciste.  
**Aujourd'hui, la Région (pluraliste) Bruxelloise est allée trop loin dans sa taxation.**  
Si sa taxe intervient pour tout immondice, à savoir *poubelle, télé, autoradio...*, elle ne peut obliger l'individu de payer ce qu'il a toujours refusé en âme et conscience, comme la télévision, par exemple.  
Plus est, comment se fait-il que les taxations d'Etat deviennent régionales et que les Belges ne soient plus égaux devant la loi ; pourquoi en effet, le Bruxellois sans tv devrait-il payer une taxe inconnue en Flandre ?  
Nous devons refuser cet état de chose, quitte à demander justice auprès des Droits de l'Homme. Si vous êtes sans voiture, et donc sans auto radio, si vous ne possédez pas de téléviseur, car néfaste pour la famille, refusez avant que l'air ne soit taxable.  
Nous sommes tous des parties intégrantes de la société et non des pions à pigeonner sur le damier.

★ Michel

---

## 300 000 CITOYENS RÉSISTENT

---

En lisant l'article concernant les inspecteurs de l'INS (Le Soir du 22/04), j'ai été à la fois rasséréiné et déçu. Il n'y a que 300 000 résistants à "l'auto dénonciation", à l'immixtion de l'Etat dans le droit le plus basique de la vie privée, à la dictature du flicage à tous crins ! Etant moi-même "récalcitrant", j'espère vivement que ces 300 000 personnes ne se laisseront pas impressionner par les mesures de "rétorsion" prévues par le ministre responsable.

Alors que 40% de réponses suffisaient et que l'INS en est à 96% d'enquêtes rentrées, le gouvernement s'acharne à dépenser des sommes considérables d'argent (notre argent !) afin de faire rentrer dans le rang les 4% qui préservent les derniers lambeaux de leur vie privée.

Faut-il que nous soyons tous des moutons de Panurge ? Les directives ministérielles ayant force de loi sont-elles réellement motivées par des considérations statistiques ? Il semble bien que non (manque de garantie de l'anonymat, recoupage avec d'autres fichiers, personnel du ministère des finances travaillant pour l'INS...). Dès lors, une enquête non désirée par la population (franchement désapprouvée) et utilisée à des fins quelque peu "nébuleuses" ne doit entraîner qu'une seule chose : le NIET catégorique à la collaboration.

J'en appelle aux 300 000 personnes éprises de liberté à ne pas céder aux menaces démagogiques pour des futilités coûteuses ne servant en définitive qu'à mieux nous contrôler et à resserrer les menottes qui commencent à nous entraver. La résistance citoyenne est et doit être un devoir face à ce genre de manœuvre !

★ Serge Lecrenier  
(Namur)

---

## POL&MIQUE

### Lecteur pas content !

---

Je découvre dans l'*Alternative Libertaire* n°13 (249) d'avril 2002 en page 28 une pleine page de publicité pour un bouquin publié par la Fondation Joseph Jacquemotte et intitulé Marx pour notre époque. Elle est bien bonne! J'ose supposer que vous ignoriez que cette fondation est l'organe culturel du parti communiste de Belgique. Une telle publicité risque d'éloigner nombre de lecteurs anarchistes, les laissant dans leur coin sans plus de possibilité d'échange, de rencontre et de débats.

Personnellement je distingue l'analyse marxiste de l'analyse marxienne. L'analyse marxienne est telle que contenue dans le Capital traduit en son temps par Bakounine et ne contient pas de proposition de société communiste autoritaire (contrairement à l'analyse marxiste).

Si nous voulons critiquer le système capitaliste selon les catégories marxiennes, ce n'est pas du manifeste du parti communiste et de ses avatars, tels ce livre dont vous faites la publicité, dont il faut s'inspirer mais plutôt du Capital lui-même et des livres non marxistes qui cherchent à le vulgariser tels Marx et le capitalisme, la dialectique d'un système de Bernard Chavance, professeur à l'Université de Paris-VII aux éditions Circa-Nathan.

Mais ce n'est pas le seul fait que j'aimerais pointer. D'abord j'ai lu dans un ancien AL: « les communistes dont les anarchistes » et d'autre part j'apprends qu'un groupe dénommé RAGE se réunit en les locaux du Centre Libertaire. Rage est issu des Piments Rouges, lui-même issu du P.C.!

Rage prétend rassembler tous les communistes, P.C., P.O.S., Militant mais également les anarchistes et a déjà réussi à en débaucher quelques-uns. Que les cocos deviennent sympathisants des anarchistes tant mieux: cela nous évitera le Goulag et les épurations post-révolutionnaires. Mais qu'ils pratiquent sans vergogne l'entrisme chez les libertaires, c'est autre chose. Il s'agit là d'une entreprise de sabotage du mouvement anarchiste.

En effet, que cherche RAGE? Que cherchent ceux qui se disent « les communistes dont les anarchistes »? Pas la révolution menant au Communisme Libertaire! De fait s'ils cherchent la révolution c'est dans le sens du communisme autoritaire. Mais cherchent-ils seulement la Révolution? Car, comme c'est explicité dans la Sociologie des Révolutions aux éditions PUF Que sais-je?, une révolution n'est possible qu'avec un contre-projet cohérent de société à opposer au projet de société actuel. Autrement dit on ne révolutionne pas contre mais pour.

Or le contre-projet de société libertaire est antinomique et totalement incompatible avec celui des communistes. Il ne peut y avoir de combat commun entre ceux qui veulent préserver un Etat et ceux qui veulent l'abolir. Que ceux qui dans AL écrivent le contraire, que ceux qui au Centre libertaire pensent le contraire, accueillent les communistes à bras ouverts, relisent l'histoire de l'Ukraine, de Kronstadt, de l'URSS, de l'Espagne.

Je pense que nous sommes victimes d'une entreprise d'entrisme caractérisée, que cet entrisme s'est déjà bien installé depuis longtemps et que depuis que le chat est parti (Babar), les souris dansent et l'on voit au fil des numéros d'AL poindre le spectre du communisme autoritaire, à visage sympathique certes, mais autoritaire quand même.

Réservez nos pages d'AL à faire de la publicité pour des publications libertaires, préservons nos locaux de la souillure corrosive des groupements flous et indéterminés communistes étatiques. Je vous en conjure, soyez attentifs à ce que vous publiez (que AL reste un journal de débat entre anarchistes et pas entre anarchistes et communistes) et, surtout, virez RAGE de nos locaux et qu'ils aillent se réunir là où est leur place: dans les locaux du PC.

D'ailleurs ne trouvez-vous pas bizarre que, disposant de locaux en suffisance que ce soit au PC, au POS ou chez Militant, ils aient choisi de se réunir chez les anarchistes, en profitant pour débaucher ceux-ci? Tel est leur but: débaucher les libertaires et détruire dans l'oeuf toute possibilité de poussée révolutionnaire Communiste Libertaire.

Je l'explique ainsi: tous les sociologues distinguent non pas deux mais trois classes sociales. La classe des travailleurs, la classe moyenne (petite et grande bourgeoisie) et la classe des politiciens (ou appareil d'Etat). Les communistes cherchent à abolir la bourgeoisie mais conservent néanmoins deux classes: celle des travailleurs et celle des politiciens. A ce moment les anarchistes devront mener une nouvelle lutte de classe, celle visant à abolir tant l'Etat que le prolétariat. Il n'y aura dès lors plus de classes, plus d'inégalités.

C'est cette dernière lutte des classes que les communistes, en nous infiltrant, cherchent à éviter de la part des anarchistes.

Babar, reviens! Quand les anars s'autogèrent, ils se laissent phagocytés tels les soviets par les bolcheviques...

★ Philippe  
Abonné à AL

*C'est un fait, de nombreux lecteurs ont été incommodés par le fumet de notre poisson d'avril pourri.*

*La page 28 de notre numéro d'avril était en effet ornée du portrait d'un certain Karl Marx, utopiste de moins en moins connu dont la philosophie n'a jamais été comprise par personne. Les coupables, imbibés comme trop souvent, ont confondu une barbe avec une autre.*

Pour ce qui concerne les cocos de RAGE, ce sont des SDF virés de partout qui vont d'abris de jardin en squats. On suppose donc que le Centre Libertaire n'a pas cru devoir refuser l'hospitalité à ces pauvres hères en détresse. Quant à Babar-le-réformiste, il a appelé à voter Chirac, ce qui le situe à peu près et même tout à fait au niveau des communistes.

★ Ch. & G.

- À ce sujet, voir dans ce numéro notre dossier sur les élections en France.

### **L'unité existera un jour. Chez les Anars-les vrais- et chez les Anars-les-faux**

Elle existera quand, sous la domination d'une pensée unique dictant sa loi à des actions iniques, dans un langage insipide mais guttural, nous serons tous et toutes, poussé(e) dans le même autobus.

Nous n'en sommes pas très loin. Il suffit effectivement de savourer les odeurs pestilentielles de la haine, de l'agressivité, de l'inconscience de certains-uns et certaines-unes.

Pour moi, puisqu'il faut quand même partir de soi pour s'exprimer, je prends ma joie en ouvrant de multiples fois ma boîte de mails. Je suis un artiste, atteint d'une sensibilité extrême (une sensiblerie- comme disait mon père) et je vibre à chaque message.

Quand des personnes s'engueulent, je vibre sous les gueulantes; mais quand quelqu'un affirme ses croyances profondes, je les fais miennes. Et ce n'est pas aisé à vivre car les contradictions pleuvent. Les paradoxes fleurissent. Les manques abondent.

Mais je sens les mensonges, les méchancetés gratuites, les faux-fuyants.

Parfois, j'envoie un petit message. Il vient du fond du fond de mes tripes et je n'en suis pas responsable. Mes mythiques ancêtres n'ont pas à se tordre de douleur et de honte dans leur sommeil, car je n'ai, sur nos listes, jamais eu une parole d'agressivité, de haine, de condescendance, et donc, je n'ai même pas réussi à trouver le prétexte de vous quitter.

Et Nan !!!

★ Maï

[Bedleem@aol.com](mailto:Bedleem@aol.com)

---

# Ils ont voté ? et puis après ?

---

*« Pour les élections présidentielles, je ne voterai pas. Je renverrai ma carte d'électeur barrée en rouge avec l'inscription Moulinex. De toute façon rien ne peut aller comme ça. Après nous, d'autres suivront. Un jour, ça pétera. Et alors mai 68 ressemblera à une promenade »*

**Une ouvrière de Moulinex**

Contrairement à ce que l'on pense, le droit de vote n'est pas un acquis des luttes sociales. Personne n'est mort pour l'obtenir. Le suffrage universel a été octroyé par ce mauvais exemple de démocrate qu'est Napoléon III (sauf pour la gente féminine qui l'obtiendra grâce à De Gaulle lors la 5<sup>ème</sup> république). Dès l'origine, « le petit peuple » ne s'est guère soucié des urnes pour changer sa condition : il y a des traditions qui ne changent décidément pas!

Alors, si les pleureuses de la gauche éternelle viennent de se réveiller, ce n'est pas parce que nos conditions de vie se détériorent, mais parce que la carrière de leur chef vient de connaître un coup d'arrêt aussi brutal qu'imprévu.

Comme si l'élection de Le Pen le populiste pouvait changer quelque chose.

Comme si la politique des gouvernements où se trouvent des gens d'extrême droite en Europe (Italie, Autriche) avait marqué un changement de politique sociale par rapport à celle de la droite traditionnelle ou à celle de la gauche !

Comme si, dans le cadre européen, ces élections avaient une quelconque importance.

Depuis le règne de Mitterrand, les politiciens ont pris soin de se décharger de tout pouvoir. Chirac en est l'exemple type, puisque depuis quarante ans qu'on se le traîne, quiconque est bien incapable de citer la moindre de ses décisions. Le centre de tous les pouvoirs n'est plus Paris mais Bruxelles. Toutes les décisions importantes (les retraites, la durée du travail, la sécurité sociale, les privatisations des énergies, de la santé, de l'école etc.) y sont prises, en commissions par des technocrates froids et impersonnels, loin de tout contrôle démocratique.



Comme si Le Pen pouvait être élu !

Possibilité nulle, si l'on regarde les chiffres (le FN a fait le plein de voix). Doublement nulle si l'on sait à quel bourrage de crâne l'on va être soumis pendant ces quinze jours par tous les médias pour obtenir le Bon Vote (Il s'agit d'éviter les erreurs de vote réalisées par le Danemark lors de la signature du traité de Maastricht -erreur corrigée l'année suivante par de nouvelles élections) ou par l'Algérie où les élections ont purement été annulées « pour sauver la démocratie » - avec les conséquences que l'on connaît).

Alors, pourquoi l'effroi de ces bonnes âmes citoyennes et républicaines ?

Parce que Le Pen a un électorat majoritairement « populaire ». C'est l'odeur de frites, d'ail et de sueur qui remonte et irrite les narines du microcosme politique et journalistique : « mon dieu, le peuple revient ! » Ces gens n'ont rien compris !

Comme le dit Marx, « quand j'entends le mot peuple, je tremble pour le prolétariat ». Mais sur ce coup, c'est le prolétariat qui a marqué un point. Le peuple a voté Le Pen, le prolétariat s'est abstenu.

Car c'est l'abstention qui a fait le meilleur score (28%, plus les 10 à 20% de gens non inscrits sur les listes (on ne sait), plus tous ceux dont les droits civiques ont été suspendus). C'est la légitimité même de ces élections qui est remise en cause, puisque ces politiciens n'ont été élus qu'avec une infime minorité de voix des gens de ce pays. Or, ces abstentionnistes sont majoritairement les gueux, les exclus de ce système (chômeurs, précaires), ceux qui n'ont plus rien à perdre et rien à gagner (surtout pas des stocks options).

Mais l'abstentionnisme record n'est pas le seul élément positif de ces élections, puisque l'on a appris par la même occasion la mort du Parti Communiste et la disparition prochaine de ces assoiffés de pouvoir que sont Les Verts. Certes, on ne peut encore, avec Proudhon, « porter un toast à la révolution », mais se sont des éléments réconfortants pour ceux qui souhaitent un changement radical de société. Parce que depuis 20 ans la gauche a causé une suite de désastres sociaux, que la droite aurait été bien incapable de porter à terme. Ces désastres n'ont été possibles que par les illusions dont la gauche était porteuse (la gauche défend les pauvres !!!). Nos élites, sortent des mêmes moules que sont les grandes écoles de la république et ne sont portés que par leurs ambitions immenses. Le terme droite et gauche ne veut plus rien dire parce qu'ils ont choisi le système politique bipolaire anglo-saxon. Ils ne sont plus à la tête de l'Etat pour défendre le bien commun (l'ont-ils jamais été ?) mais pour assurer le maximum de profit aux privilégiés et aux multinationales. Le seul pouvoir réel qu'ils gardent est le pouvoir de répression (armée, police, gendarmerie), afin de maintenir la paix sociale. C'est donc une opportunité fantastique qui s'offre à nous de régler radicalement le problème social en suspens en reléguant aux poubelles de l'histoire tous les Jean Foutre de politicards véreux qui vivent depuis si longtemps à nos crochets !

Avec ce printemps radieux, le temps de la grande lessive est venu !

Encore un effort camarades.

**Entre la peste et le choléra,  
l'abstention est un devoir civique.**

Lille le 22 Avril 2002 Contact :

michel.cornille@vnumail.com

## LE TERRAIN D'AFFRONTLEMENT DU FASCISME N'EST PAS L'ISOLOIR MAIS LE POLITIQUE

En France, dès le soir même du premier tour des élections présidentielles il a été de bon ton d'accuser les abstentionnistes et les électeurs-trices qui n'avaient pas "voté utile" d'être les responsables du score de Le Pen et, a contrario, de l'éviction de Jospin. Autrement dit, d'avoir "perturbé" le jeu dont on disait qu'il était fait d'avance et qui devait consister, au second tour, en un duel (fratricide ?) entre Chirac et Jospin.

En même temps, les pratiquant(e)s de la mascarade électorale sont descendu(e)s dans la rue pour protester contre ces résultats au motif que la démocratie – leur démocratie – serait menacée.

Qu'en est-il exactement ?

Le système électoral français ne rend pas le vote obligatoire : les accusations proférées contre les abstentionnistes n'ont donc aucun fondement juridique puisque, selon le droit positif de la démocratie bourgeoise, il ne peut y avoir d'infraction, de délit ou de crime qui ne soient expressément institués par la Loi. Il n'empêche que l'on assiste à une véritable criminalisation des abstentionnistes comme si, depuis le 11 septembre 2001 et dans la foulée de la busherie, il y avait une présomption de culpabilité qui "frapperait" tout ce qui, de près ou de loin, peut "menacer" un système qui, devenu autiste ou paranoïaque, considère comme "menaçant" tout ce qui n'est pas l'écho docile de la voix de son maître !

Qui sont les abstentionnistes ? Ce sont d'abord celles et ceux qui rejettent le système en place et qui considèrent que le politique ne se

réduit pas au seul isoloir où, en catimini, presque avec honte, on irait accomplir... son devoir comme on se soulage en allant aux chiottes ! C'est sans aucun doute là une minorité mais une minorité... politisée en ce sens que son abstentionnisme est l'expression d'un choix politique et qu'elle mène une action politique par d'autres voies que celle de la porte étroite de l'isoloir.



Bien entendu, il existe d'autres abstentionnistes : celles et ceux qui s'abstiennent parce que les choix offerts ne leur conviennent pas et que le bulletin blanc – expression du refus ou de l'impossibilité de choisir – ou bien parce que, tout simplement, les élections et, plus généralement, la politique mais aussi le politique ne les "intéressent" pas, ne les concernent pas.

Les premier(e)s abstentionnistes sont des opposant(e)s. Leur reprocher leur opposition, culpabiliser et "criminaliser" leur opposition, dont la manifestation la plus immédiate est... l'abstention, c'est participer d'un totalitarisme qui n'admet pas d'opposition et, par là même, c'est contredire, voire nier la démocratie

qui, fût-elle bourgeoise, suppose une "diversité" d'opinions, de convictions et d'actions politiques ! C'est un peu comme si l'on reprochait à des gens de ne pas aimer et de ne pas pratiquer le football alors qu'ils aiment et pratiquent la natation!

Les second(e)s abstentionnistes ne sont pas plus "criminel(le)s" que les premier(e)s même si, pour une large part, ils-elles ne sont pas "politisé(e)s". Ils-elles ne sont jamais que les déçu(e)s du système à moins qu'ils-elles ne soient que des "prospects" que le système n'a jamais su convaincre, "capter" pour en faire de "fidèles clients". Leur reprocher leur abstention c'est comme reprocher à un consommateur de changer de marque parce qu'il a été déçu de son choix précédent ou qu'il a trouvé mieux ailleurs ou bien encore de ne pas acheter tel ou tel produit quand il n'en voit pas l'intérêt, qu'il n'en a pas l'usage, qu'il n'a pas l'argent nécessaire...

Le vote "utile" consiste, comme on le sait, à "voter pour moi", le "moi" étant bien entendu un candidat : il y a donc autant de votes "utiles" que de candidat(e)s même s'il y a des votes "plus utiles" que d'autres, ceux qui se portent sur les "grand(e)s candidat(e)s" aux dépens des petit(e)s. Ainsi, pour la démocratie bourgeoise, ce qui est utile n'est pas le... vote mais le "bon vote", fidèle reflet du "bien penser". La liberté de vote, comme libre expression d'une libre pensée, est donc muselée au profit d'un utilitarisme qui n'est rien d'autre que la plate soumission aux consignes de vote données par des "mandarins" et donc l'antinomie de la démocratie (bourgeoise).



Les organisateurs-trices de ce mauvais jeu – les élections présidentielles – sont mécontent(e)s mais, au lieu de se (re)mettre en cause et de se poser la question de savoir si le jeu vaut la chandelle ou s'il ne convient pas, au contraire, de le ranger dans le placard des vieilleries,

ils accusent celles-ceux qui y ont (mal) joué ou qui n'y ont pas joué, refusant d'admettre que de l'urne n'est jamais sorti que celui qu'ils ont bien voulu y mettre à l'image d'une chiotte qui ne se vide que de ce avec quoi on l'a remplie !

A présent, pour "corriger" le "mauvais tour" que l'électorat a joué lors de la première manche, il est appelé à "voter utile" non pour mais contre un candidat en accomplissant ainsi un "acte héroïque" : "bouter le fascisme hors de la douce France" ! Or, s'il est bien vrai que, souvent, le fascisme fait son entrée par la porte étroite de l'isoloir, il est non moins vrai que le fascisme n'est jamais chassé par le vote mais par la force et la violence (révolutionnaires ou, du moins, libératrices). Le terrain

d'affrontement du fascisme n'est pas l'urne mais le politique : la rue, l'usine, l'école, le centre social..., la famille (dans son sens large et non dans son acception paternaliste), les relations... et, d'abord, l'individu lui-même. "Battre" Le Pen au deuxième tour des élections n'est pas combattre le fascisme et encore moins l'éradiquer ; c'est au plus agiter fortement les grelots du bonnet de fou (du roi ?) que les électeurs-trices sont invité(e)s à porter pour couvrir le bruit du couperet qui, une fois de plus, s'abattra sur leurs têtes lorsqu'ils déposeront leur morceau de papier dans la "boîte à malice".

★ J-C

## COMBATTRE L'EXTREME DROITE, OUI MAIS COMMENT ?

### Voter Chirac ou zigouiller Pim Fortyun ? Chichi ou Pim Pam Poum ?

La lutte contre Le Pen c'est le chiffon rouge que les capitalistes agitent devant le taureau prolétarien pour le détourner de son objectif, encorner le capitalisme.

A contrario nous pouvons dire que c'est en luttant contre le capitalisme que nous couperons l'herbe sous le pied de Le Pen.

Il est très significatif que les socialistes (PS) utilisent le même chiffon.

Comme disait Léo Champion « Jadis socialiste-révolutionnaire était un pléonasmе, aujourd'hui c'est un paradoxe »... et cette réflexion date déjà !

Cela fait des lunes que les socialistes (PS) ont abandonné tout projet révolutionnaire pour celui plus confortable de gestionnaire du capital, de parlementaire, de fonctionnaire... Plus aucun socialiste (PS) n'a intérêt personnellement au renversement du régime.

Pas étonnant dès lors que leurs chefs français appellent à voter Chirac «sans états d'âmes». C'est la garantie que tout continuera comme avant. Avec un adversaire idéal. Avec la perspective de l'alternance, de la cohabitation au Pouvoir...de son partage.

Alors qu'il faut en finir avec le Pouvoir ! Faut-il dès lors abattre Le Pen comme Fortyun ?

Tout cela n'aura plus de sens si le mouvement anarchiste arrive à court-circuiter le « barnum » politique pour imposer l'autogestion généralisée de l'économie...sensée satisfaire les besoins des individus.

Si ce petit mot pouvait servir à pousser la réflexion sur cette question ce serait déjà pas mal.

★ Jean-Marie Neyts

du Centre Libertaire de Bruxelles

*Pour celles et ceux qui, en France, ont voté pour « sauver / plébisciter » la démocratie bourgeoise, une citation, vieille mais toujours d'actualité :*

« Être gouverné ...

C'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni titre, ni la science, ni la vertu ...

Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, contusionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre révolte, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale !

Et qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la Présidence de la République ! »

J-P Proudhon ("Idée générale de la révolution du XIXème siècle")

---

## **MERDE C'EST RAFFARIN LE PREMIER SINISTRE !**

---

Que dire ?

Je suis poitevin. On le connaît bien le raffarin, l'est pas franc du collier, le gars.

Nous on en veut plus, alors on l'a parachuté à Paris. C'est un opportuniste. Fin stratège du type "Neron" tendance libérale. Si on peut lui servir il nous pressera plus fort que Jospin.

Chez lui c'est du genre petites magouilles entre amis. Il est président du Conseil Régional, adjoint au maire de Chasseneuil (commune hyper riche grâce a un truc qui s'appelle le FUTUROSCOPE), sa soeur est présidente de la chambre de commerce, son ami c'est René Monory papa du futuroscope, dit le shérif du Loudunais), son frère a coulé la cave coopérative du Poitou, etc...

Voilà ce que l'on peut dire. Il s'énerve vite et dit des conneries comme le soir du premier tour 2002 où il a conseillé aux gens de ne pas descendre dans la rue pour manifester.

Voilà. Rien à attendre de lui, ni de Douste Blazy non plus.

Allez René remet un demi et on refait le monde.

Vivement le grand soir qu'on se recouche.

[CNT-infos-nord] Tr : à propos de Raffarin To: "Liste symp. et adh. cnt nord" <[CNT-infos-nord@yahooGROUPES.fr](mailto:CNT-infos-nord@yahooGROUPES.fr)>Extrait de la liste des aides-éducateurs



### La plus grande mystification du siècle !

Les anarchistes, conséquents avec eux-mêmes, avec leurs revendications et leurs espérances, renient absolument la religion du bulletin de vote, et, loin de considérer le suffrage universel comme une panacée, comme un instrument d'émancipation, ils y voient, au contraire, *un odieux instrument de domination, la plus grande mystification du siècle !*

Le suffrage universel, en effet, n'est, au fond, que le droit de choisir nous-mêmes nos maîtres, de désigner la sauce à laquelle nous préférons être mangés.

Ne donnons donc pas à notre misérable condition, à notre infériorité subie, le caractère inexpiable d'une servitude volontaire, d'une misère *acceptée, consentie, votée!!!*

Ce n'est pas à nous de choisir des verges pour nous fouetter... Voilà pourquoi les anarchistes sont partisans de l'abstention; voilà pourquoi ils prêchent la grève électorale. Entendons-nous! Il ne s'agit pas de

l'abstention stérile et lâche qui consiste à ne rien faire et à tendre docilement le cou au joug et les mains à la fêrule. Notre abstention s'arrête au bord des urnes. Elle ne nous empêche pas de nous mêler à l'agitation électorale, mais seulement pour en démontrer l'inanité, pour préconiser nos idées et faire au tribunal de la foule le procès de tous les candidats et de toutes les candidatures.

Nous refusons de souscrire à notre propre asservissement, mais, en revanche,

nous voulons substituer à l'action parlementaire qui fait des dupes et des sceptiques, l'action révolutionnaire qui fait des convaincus.

Ce que nous conseillons, c'est l'abstention **active!** Au lieu de nous en remettre à d'autres du soin de notre salut, nous voulons accomplir nous-mêmes, directement et sans intermédiaires, nos revendications et notre affranchissement.

La souveraineté ne se délègue pas: elle s'exerce!



# **DÉCLARATION DES INCULPÉS DE LAEKEN AU SUJET DU DÉROULEMENT DU PROCÈS**

**Benjamin, Marek et Niels sont trois Allemands inculpés après leur participation au contre-sommet de Laeken en décembre 2001.**

**Lors de leur procès, le 13 mai dernier, le tribunal a refusé qu'ils s'expriment.  
Nous publions ici le texte de la déclaration qu'ils avaient l'intention de prononcer.**

Nous nous permettons de prendre la parole ici et maintenant car durant toute la durée du procès nous n'avons jamais pu vraiment nous exprimer, et le tribunal ne s'est à aucun moment intéressé à notre version des faits.

Nous ne sommes pas prêts à accepter ce manque de prise en considération.

Seules les déclarations de quatre agents de police, qui de plus sont très contradictoires entre elles, ont été prises en compte (en tant que preuves) et considérées comme vraies à 100%. Nos témoins, par contre, ont été estimés peu crédibles et nous-mêmes n'avons jamais été interrogés au sujet des événements mêmes.

De plus, notre droit à une traduction convenable n'a jamais été respecté, ce qui renforce notre impression que notre participation dans le déroulement du procès n'était pas souhaitée. Même si nous ne pensons pas que nos déclarations influenceront le jugement en aucune manière, il est dans notre intérêt de livrer une description des événements du 14 décembre ainsi que des circonstances de notre arrestation qui correspondent à la réalité de faits.

Après avoir participé, le 14 décembre dernier, à la manifestation organisée en signe de protestation contre le "Sommet de Laeken", le sommet de clôture de la présidence belge de l'Union Européenne, nous nous sommes rendus, tout comme la plupart des participants, au site de Tour et Taxi pour y assister au concert qui devait s'y tenir. A ce moment là, la manifestation était officiellement terminée.

A l'intérieur du site nous avons acheté de quoi manger et avons rejoint le chapiteau installé dans la partie arrière du terrain.

Au prétendu moment des faits, nous étions en train de manger à l'intérieur du chapiteau. Nous n'avons appris que plus tard la confrontation qui aurait eu lieu à ce moment là devant le portail du site. Par conséquent nous estimions que la situation était calme quand nous avons finalement pu quitter le site pour rentrer à notre lieu d'hébergement. Mais au premier coin de rue, un groupe d'à peu près dix hommes se sont alors rués sur nous, nous plaquant brutalement au sol. Nous avons ensuite été ligotés, mains au dos au moyen de menottes en plastique. C'est seulement plus tard qu'ils nous ont dit appartenir à la police. Ils nous ont maltraités, brutalisés, humiliés, insultés et même menacés de mort. L'un de nous a été menacé d'être jeté dans le canal ligoté, ce qui correspond à une exécution simulée.

A nos questions sur les motifs de l'arrestation ils ne nous ont répondu en allemand que par des expressions insultantes et humiliantes à caractère sadique et fasciste.

Une explication sérieuse, mais pas assez concrète, sur les faits qui nous étaient reprochés, nous a été donnée pour la première fois au poste de police.

Même le lendemain, lors de l'interrogatoire par le procureur du Roi, aucun fait concret n'a pu nous être reproché.

Tout au début du procès, les questions du juge envers nous ne concernaient que nos habillements, notre position au sujet de la violence et nos motivations politiques et idéologiques, et dans ces cas encore,

nous n'avons pas eu le temps de vraiment nous exprimer.

De tout ce qui précède nous concluons que la répression que nous subissons, de l'arrestation jusqu'à l'actuel procès, n'est pas la poursuite d'un délit mais bien un essai de criminaliser ledit "mouvement antimondialisation".

Il s'agit juste d'une partie supplémentaire de la campagne de répression massive qui s'exprime par des actions brutales contre les manifestations et les individus, des arrestations arbitraires (ex: sur base de la tenue vestimentaire), des limitations drastiques de la liberté individuelle par la surveillance ou l'interdiction de rentrer ou de quitter un pays ou encore dans de nombreux procès injustes. Mais nous ne nous laisserons pas intimider car nous savons que nous sommes dans notre droit et que nous sommes nombreux dans cette lutte pour une mondialisation juste et un monde meilleur.

Notre arrestation a été arbitraire et illégitime. Les faits qui nous sont reprochés sont "tirés par les cheveux" et ne correspondent pas à la réalité.

Nous nous déclarons innocents des faits qui nous sont reprochés. Ce n'est pas nous qui avons commis un délit, nous sommes les victimes d'un délit commis par la police.

C'est pour toutes ces raisons que nous croyons fermement que toute l'accusation doit être retirée.

Nous demandons l'acquittement.

**★ Niels, Benjamin, Marek  
Bruxelles, le 13 mai 2002.**

# **LA FORCE NAVALE BELGE IMPLIQUÉE DANS LE COUP D'ÉTAT AU VENEZUELA**

Raf Custers (trad. Française)

**La force navale belge ainsi que la marine néerlandaise étaient, du moins indirectement, impliquées dans le coup d'état (manqué) qui s'est déroulé au Venezuela en avril dernier. Leur formule était « nous surveillons la porte arrière de l'Oncle Sam pendant qu'il fait un home-jacking chez un voisin emmerdant ».**

## QUESTION DE DÉBAT

Cela fait en effet deux ans que les forces navales de Belgique et des Pays-Bas font des manœuvres aux Caraïbes sous les commandes des Gardes Côtiers américains. Il s'avère maintenant que l'armée américaine était particulièrement active au Venezuela avant et pendant le coup d'état réactionnaire contre le président Chávez. C'est la quatrième année que la marine belge participe à des opérations policières en Mer Caraïbe.

Le gouvernement belge s'est toujours montré très réticent à communiquer de l'information à propos de ces manœuvres et n'a jamais divulgué le contenu des accords avec les Etats-Unis.

La collaboration a commencé début 1999, lorsqu'une flotte belgo-néerlandaise est partie participer à un 'exercice' au large de Puerto Rico. Selon le Ministre Poncelet, la mission se limitait à l'époque à de la 'détection et identification' en faveur des opérations américaines contre la drogue. Si l'on examine les activités des garde-côtes américains d'un peu plus près, on peut voir que dans huit cas sur dix il s'agissait de chasser ou de déporter des immigrants clandestins. Peu de temps après, les bombardements de l'OTAN commençaient en ex-Yougoslavie. Suite à ces bombardements, la frégate F912 Wandelaar était rappelée dare-dare des Caraïbes pour aller en mer Adriatique et y faire respecter le blocus anti-Yougoslave. Début 2000, le Wielingen, une autre frégate belge, partait dans les Caraïbes pour y participer à des manœuvres de l'OTAN suivant un scénario d'un 'ouragan imaginaire' sur Puerto Rico. Le Wielingen faisait à l'époque partie du Standing Naval Force Atlantic (STANAVFORLANT) du pacte d'agression atlantique. La propagande entourant cet exercice parlait d' « opérations de secours et d'assistance », mais en réalité le Wielingen faisait à nouveau un travail d'intelligence (c'est-à-dire, d'espionnage), ou, comme le formule l'armée belge, « contribuer à la constitution d'une image de surface et aérienne de la région des Caraïbes. Les senseurs des frégates sont optimisés contre des avions rapides et bas, mais également contre des bateaux rapides. »

C'est seulement à la fin de 2001 que le gouvernement belge a conclu un accord de collaboration formel avec les Etats-Unis pour « combattre les transports de drogue en Mer Caraïbe ». En 1999, l'idée d'un « Memorandum of Understanding » était lancée, mais seulement pour les cas spécifiques où les douaniers américains devraient opérer depuis les navires belges. Ceci ne s'est jamais passé, selon les documents dont nous disposons. A la même époque, la frégate F910 Wielingen prenait place dans une escadrille Hollandaise et Allemande aux Caraïbes.

Fin 2001, la croisade américaine contre "le terrorisme" met fin à la routine qui s'était installée au cours des dernières années. La Belgique participe tout de suite à la guerre contre l'Afghanistan. Non seulement l'Armée de l'Air envoie des C-130 (en avril 2002 un nouveau détachement Belgo-Portugais se met en route pour le Pakistan « pour y approvisionner les troupes de l'ISAF/International Security Assistance Force for Afghanistan »), la force navale livre également son effort de guerre Sa méthode est connue : alors que les navires de guerre américains opèrent près de l'Afghanistan, les navires belges exécutent des tâches d'arrière-flanc, cette fois dans la partie orientale de la Méditerranée où elle observe et intercepte des navires marchands.

La « lutte contre la drogue » aux Caraïbes est donc moins importante début 2002 qu'elle ne l'était au cours des années précédentes. Au début du mois de février, un hélicoptère de type Alouette est embarqué à bord de la frégate néerlandaise HNLMS Bloys van Treslong, qui se met en route vers la mer qui sépare la partie orientale des Etats-Unis de Cuba et des côtes du Venezuela et de Colombie. Arrivé à destination, l'Alouette opère depuis la frégate néerlandaise HNLMS Abraham van der Hulst. Les Belges et les Néerlandais obéissent aux ordres américains et coordonnent leur action avec les services d'espionnage américains. Ceci apparaît clairement lorsque, fin mars, le Bloys de Treslong est envoyé à l'encontre d'un caboteur panaméen « lors de patrouilles côtières aux environs de Curaçao ». Le navire panaméen trafique de la cocaïne. La frégate néerlandaise, quant à elle, transporte un 'Law Enforcement Detachment' à son bord.

Résumons: dans le cadre de manœuvres de l'OTAN, la marine belge et néerlandaise rendaient service aux garde-côtes américains (soi-disant pour la lutte contre le trafic de drogue dans les Caraïbes, pendant que les Coast Guard chassent surtout les clandestins), mais lorsque les américains partent en guerre (printemps 1999 en ex-Yougoslavie, automne 2001 en Afghanistan), ils exécutent des tâches d'arrière-garde, grâce auxquelles ils allègent la tâche d'Uncle Sam, dans le cadre de la mondialisation, en l'aidant à lutter contre les états résistants. Le Venezuela du président Hugo Chávez est l'un de ses pays qui méritent une leçon. Chávez refuse en effet de marcher au pas, tant sur le plan national qu'international. En tant que président de l'OPEC, le club des pays exportateurs de pétrole, il demande avec insistance que les membres respectent les quotas de production, ce qui maintient le prix du pétrole et les revenus pour les producteurs à un prix élevé. En outre, il rompt l'embargo économique des Etats-Unis mis en place il y a près de quarante ans contre Cuba en signant un contrat de livraison de pétrole très avantageux.

Peu de temps après l'élection de Chávez en 1998, les médias américains « établis » lancent de diffamation à son encontre. Alors que, au printemps 2002, se prépare le coup d'état réactionnaire qui mettrait en place le patron des patrons vénézuéliens Carmona, ce ne sont pas seulement les champions du complot de la CIA qui s'activent, les militaires entrent également en jeu.

**À propos de la CIA.**

## QUESTION DE DÉBAT

Plusieurs mois avant le coup, la CIA avait déjà assuré la victoire de Carlos Ortega aux élections syndicales du secteur pétrolier. Ortega est, après Carmona, le numéro deux des comploteurs. Tout au long du coup, les grands bonnets de droite vont et viennent à l'ambassade américaine à Caracas.

Mais, comme nous l'avons dit plus haut, les militaires américains furent aussi mis dans le coup.

NarcoNews [<http://www.narconews.com>] le prouve en citant des passages d'un rapport de Wayne Madsen, un ancien fonctionnaire de la National Security Agency (NSA). Ce rapport cite les faits suivants. La US Navy faisait, sous le couvert de manœuvres en Mer Caraïbe, du «intelligence and communications jamming support» (c'est-à-dire qu'ils espionnaient et brouillaient les communications, NDT) au service des militaires vénézuéliens impliqués dans le coup d'état contre Chávez. Des navires de l'US Navy SIGINT surveillaient la communication des ambassades de Cuba, Libye, Iran et Irak à Caracas. Le personnel de la NSA stationné à Key West (Floride), Sabana Seca (Puerto Rico) et Medina (Texas) traduisaient l'information de et vers l'espagnol et transmettaient, au moment du coup, des informations secrètes à l'Etat-Major de l'armée américaine et au Pentagone. Madsen écrit : "From eastern Colombia, CIA and US contract military personnel, ostensibly used for counter-narcotics operations, stood by to provide logistics support for the leading members of the coup. Their activities were centred at the Marandua airfield and along the border with Venezuela."

Mais ce n'est pas tout. Au même moment, des avions américains patrouillaient en Equateur et des navires de la US Navy étaient en manoeuvre au large de Puerto Rico, prêts à évacuer les américains.

Ces navires sont, entre autres, le porte-avions USS George Washington et les destroyers USS Barry, Laboon, Mahan et Arthur W. Radford, dont certains avaient à leur bord des unités de la NSA, spécialisées dans la transmission d'information opérationnelle aux agents américains présents sur le terrain pour entretenir le contact avec les mutins vénézuéliens.

Donc, pendant que ces activités secrètes se déroulaient, la Force Navale belge et néerlandaise faisait la "chasse à la drogue" pour les garde-côtes américains. Ou encore : alors que le super-flic américain accompagnait un home-jacking chez Hugo Chávez, "nos hommes" faisaient la garde dans les environs. Et on appelle ça « la lutte contre le terrorisme ».

## Vient de paraître

### STAY-BEHIND :

#### OPERATION MANQUEE AU VENEZUELA

Les manifestations apparemment sauvagement réprimées par le pouvoir vénézuélien, la démission du président Chavez sous la pression de l'armée, puis la constitution d'un nouveau gouvernement civil aurait pu apparaître comme une succession chaotique d'événements tragiques.

Pourtant, la fuite précipitée du nouveau pouvoir devant un soulèvement populaire a permis de mettre en lumière les dessous d'une opération en réalité planifiée par Washington.

Une occasion rare d'observer et d'analyser les méthodes d'ingérence du réseau "stay-behind".

*Enquête publiée dans les Notes d'information du Réseau Voltaire*  
<http://www.reseauvoltaire.net/>

## QUESTION DE DÉBAT

La liberté libérée ?



### ANARCHIE ET PROPRIÉTÉ

Est-il opportun de parler de propriété privée dans une perspective anarchiste ? Je pense qu'on doit le faire, car nombreux sont les anarchistes qui pensent que la propriété de leurs biens intimes et de leurs quatre murs est la source de leur liberté -ajoutée de la certitude d'obtenir le nécessaire pour vivre chaque jour. La propriété, dès lors, serait la condition de la liberté. Mais qu'implique la propriété ? C'est ce qu'on abordera ici.

En droit, on distingue trois piliers structurels de la propriété (qu'elle soit privée ou qu'elle soit collective -c'est-à-dire publique ou d'État) : l'usage, le fruit et l'aliénation (usus, fructus et abusus).

L'usage (usus), c'est le droit d'user d'un bien (maison, pomme, etc.) sans que l'on puisse vous le contester. Le fruit (ou fructus), c'est la libre jouissance de ce que produit un bien. L'exemple type est le verger ou le potager, dont les fruits (et légumes) vont à l'usufruitier (car celui qui bénéficie des fruits est généralement celui qui détient aussi l'usage - il existe cependant des cas où le détenteur de l'usus n'est pas le même que celui du fructus).



L'exercice de ces deux droits, c'est la possession, qui permet donc de bénéficier de l'usufruit d'un bien. Si vous êtes d'accord, vous admettez que tout ce que désirent les anarchistes que nous avons pris en exemple plus haut est déjà contenu ici. Reste l'aliénation (mot barbare, mais qui est celui qui me permet de traduire au mieux le terme abusus. Il serait en effet erroné de le traduire par abus). Ce troisième pilier est ce qui permet au propriétaire de

## QUESTION DE DÉBAT

faire de son bien ce qu'il désire, en dehors du simple exercice de possession : le transformer (ajouter un garage à sa maison), le détruire, le prêter, le donner, le louer, le vendre (bref, en faire commerce). C'est en effet du troisième pilier, l'abusus, que naît réellement la propriété : lorsqu'un propriétaire cède en donation ou vente, c'est l'abusus qu'il cède. Notez que usus et fructus suivent le plus suivant, mais pas toujours (si je vends mon appartement, mais que j'en reste locataire, par exemple) et pas nécessairement tout de suite (exemple du viager, où la cession de l'abusus n'est effective qu'au jour du décès du cédant).

De ce fait, possession et propriété sont largement différents. En outre, la possession assure déjà tout ce que désire l'anarchiste soucieux de son toit et de son intimité, puisque, même en droit bourgeois, l'adage vieux comme Rome dit « Possession vaut droit ». En effet, si vous êtes en possession d'un bien, on part du principe que vous êtes dans votre droit. C'est pour cela, par exemple, qu'un litige sur un appartement loué ne peut commencer par une expulsion.

Donc, si nous ne gardons que la possession, chacun a la liberté de conserver ce dont il jouit. Mais pourquoi exclure la propriété, et ne garder que la possession ? La propriété, contrairement à une idée reçue, et largement martelée par ses défenseurs depuis toujours, est castratrice de liberté. Tout d'abord, la propriété implique un droit exclusif du propriétaire sur un bien, qu'il peut opposer à tous ceux qui ne sont pas propriétaire de ce bien. Par conséquent, la propriété emprisonne les non-propriétaires d'un bien par rapport à celui-ci. Mais il y a plus. Comme on ne saurait être propriétaire de tous les biens, on est fatalement limité, exclus, emprisonnés par les exercices de propriétés dont nous ne sommes pas les titulaires.

Propriétaire ou pas, nous sommes donc prisonniers de la propriété. Ce que Diogène, premier anarchiste à tendance ascétique (j'abuse peut-être un peu), avait compris. Mais sa solution était purement individualiste. Comme la plupart des biens sur Terre, dès qu'ils sont « inventés » (de l'inventio, qui est la « procédure juridique » par laquelle un bien est découvert et, simultanément, entre dans le cadre du droit de propriété privée, si, si), deviennent propriétés, nous ne pouvons plus guère faire un pas sans nous poser la question de la propriété privée.

On verra plus loin ce qu'il en est de la propriété collective.

On voit que la propriété ne libère pas du tout : elle enserme dans un carcan sous prétexte de stabilité dans les rapports sociaux l'ensemble des biens d'une manière telle qu'un homme peut mourir de soif à côté d'un puits ou de froid près d'un hôtel vide. Extrêmes, certes, mais vécus.

Autre impact de la propriété : la nécessité de la défendre. Si nous avons l'illusion de vivre dans un État de droit, la réalité concrète est toute autre : vigiles, flics, convoyeurs, cadenas, clés, alarmes, codes, cartes magnétiques, tickets, abonnements, fichiers, cadastres, etc. sont là pour nous rappeler que la propriété doit être défendue pour exister car son équilibre est continuellement contesté par ceux qui sont appelés voleurs.



Cette nécessité de défendre la propriété, vous l'admettrez sans mal, est une dépense d'énergie (sans compter le stress de l'insécurité alimenté par les mass-medias) telle qu'elle nous prive d'une certaine liberté. Avec le temps qu'on passe à répondre aux flics, ouvrir des portes, remplir des papiers, composer des codes, on aurait bien plus de temps pour faire d'autres choses. Mais voilà : il y a la propriété qui, paradoxe, nous prive de cette liberté -aussi bien comme propriétaires que comme non-propriétaires.

Paradoxe ? Non, bien sûr, puisqu'on aura admis que la libre jouissance d'un bien ne dépend pas de la propriété, mais de l'exercice de la possession et que la propriété ne garantit pas la liberté.

**Propriété collective?**

## QUESTION DE DÉBAT

Certains, surtout les communistes marxistes, défendent le concept de propriété d'État ou de propriété publique, bref de propriété collective [de cette notion découle celle de capitalisme d'État, naturellement]. Cette notion n'est pas meilleure que la propriété privée, parce qu'elle implique l'idée d'accumulation de propriété sur une tête de toute façon ; que cette tête en représente beaucoup ou non ne change rien.

D'autre part, la propriété implique encore et toujours l'abus, qu'il soit ou non privé. Or, qu'est-ce que l'abus ? On l'a vu, c'est la liberté d'aliéner un bien comme son propriétaire l'entend. C'est-à-dire, le donner, le vendre, le prêter, le louer, le transformer, le détruire, sans avoir besoin d'en référer à qui n'en est pas propriétaire. Or, peut-on envisager cela dans un monde communiste ou / et anarchiste ?

La vente, la location impliquent d'office un profit. Cela est exclu si l'on admet un monde sans profit. Très bien ! il suffirait dès lors de supprimer la vente et la location alors ? Reste que la capacité de donner, prêter, transformer ou détruire un bien, s'il est exercé par une personne (morale ou privée), sans consultation des autres personnes s'estimant concernées, peut impliquer du profit, parce qu'un don ou un prêt peuvent inclure une contrepartie cachée si la cession ne se fait pas dans la transparence (Or, la propriété, par essence, induit une « libre » disposition qui exclut la transparence). Détruire ou transformer un bien sans en référer aux « non-propriétaires » de ce bien implique que le propriétaire peut disposer de ce bien parce qu'il estime son seul intérêt contre l'intérêt éventuellement plus important d'autres.

L'exemple qui me vient à l'esprit est la destruction d'une maison par son propriétaire, virant ses occupants, ou bien la transformant en vue d'une autre destination (bureau, centre commercial) sans égard pour les besoins réels d'autres. Un État peut se comporter de la même manière, sans plus d'égard, alors que des « indigents » restent dans le froid, sans pouvoir infléchir sa décision.



Céder un bien (le donner, le prêter) n'est pas un mal en soi, s'il est fait en pleine considération du bien de tous. N'est réellement cédée que la possession de ce droit, sous l'oeil amical ou indifférent de tous, si nul n'en ressent le besoin. « J'ai une pomme, tu as faim, mange-la, puisque les autres en ont assez », « J'ai une maison, tu as froid, viens. Demain, avec les autres, on s'arrangera -on en construira une ou on s'apercevra qu'il y en a de vides », « Regarde mes photos, écoute, enregistre mes disques, lis mes livres, emporte-les même, mais ramène-les après parce que les copains savent où les trouver ; si tu en veux un exemplaire, on en trouvera bien ». Ce dernier exemple, où les adjectifs possessifs ne sont pas à prendre dans un sens de propriété, illustre l'individu qui s'est attaché à des biens, qu'il conserve, qu'il entretient, qu'il met à disposition des autres. Il a librement pris la décision de préserver sa collection, éventuellement de l'augmenter (en récupérant ce que d'autres ne veulent plus entretenir, par exemple). Il possède, c'est-à-dire gère et jouit de sa collection, mais n'en retire aucun profit d'un quelconque commerce. Il y a donc gratuité des mouvements de biens, avec appui de la motivation de chacun pour leur préservation, dans l'intérêt de tous. Un système basé sur la possession repose sur la transparence et la tranquille affabilité. C'est une hypothèse de vie en commun qui exclut la cupidité (forcément) et exige une organisation et une capacité de gestion importante, mais fondée sur

## QUESTION DE DÉBAT

la seule bonne foi. Ce système permettrait que l'on produise certains biens en plus petite quantité (tous les médias culturels, notamment), puisqu'ils s'échangeraient rapidement. A l'ère de l'informatique, on peut s'appuyer sur le développement des supports de moins en moins contraignants. Pour la bouffe, les médocs, la flotte, on s'appliquera au mieux pour que chacun ait ce qu'il désire et dont il a besoin. Vêtements, habitation, meubles, loisirs et transports seront produits de la façon la plus économique et écologique possible, fournis et partagés de la façon la plus pratique et équitable, avec la meilleure volonté, chacun apprenant au fur et à mesure, à savoir ce qu'il peut demander de la capacité de production de la communauté sans l'épuiser, apprenant à connaître ce qui exige plus de temps, d'énergie, de motivation. Ultime exemple : si quelqu'un veut partager sa vie entre ici et un autre continent, il devra apprendre à aimer les longs voyages en train et en bateau, sauf cas d'urgence. A moins que d'ici là les transports ne posent plus le moindre problème.

**\*Thierry**



# **UNE UTOPIE RÉALISÉE**

## **Quand l'Espagne révolutionnaire vivait en anarchie**

FRÉDÉRIC GOLDBRONN & FRANK MINTZ

*Pour défendre l'ordre des choses, il suffit souvent de prétendre que toute tentative de s'en éloigner aurait débouché sur la tyrannie ou sur le chaos. L'histoire est riche d'exemples contraires, qui ont établi le caractère éternel de la révolte, de l'aspiration à la démocratie et à la solidarité. Pendant quelques mois, au moment de la guerre civile espagnole, certaines régions du pays défendirent ainsi un mode de gouvernement inédit, qui remettait à la fois en cause le pouvoir des possédants, des notables et des bureaucrates. Des historiens et des réalisateurs nous rappellent cette parenthèse livrée à l'utopie.*

## NOTRE HISTOIRE

A l'heure où les apôtres du Saint Bénéfice se parfument volontiers d'un soupçon d'« Anarchiste<sup>1</sup> », il est difficile d'imaginer l'ampleur de la révolution libertaire conduite par les travailleurs espagnols dans les zones où ils mirent en échec le *pronunciamiento* des généraux contre la République en 1936. « *Nous, les anarchistes, n'étions pas partis faire la guerre pour le plaisir de défendre la république bourgeoise (...). Non, si nous avions pris les armes, c'était pour mettre en pratique la révolution sociale<sup>2</sup>* », rappelle un ancien milicien de la Colonne de fer<sup>3</sup>.

La collectivisation de très larges secteurs de l'industrie, des services et de l'agriculture constitua en effet l'un des traits les plus saillants de cette révolution. Ce choix prenait racine dans la forte politisation de la classe ouvrière, organisée principalement au sein de la Confédération nationale du travail (CNT, anarcho-syndicaliste) et de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste).

Dans une Espagne qui comptait alors vingt-quatre millions d'habitants, le syndicat anarchiste avait plus d'un million d'adhérents et - fait unique dans l'histoire du syndicalisme - un seul permanent rémunéré au plan national. Quelques mois avant le coup d'Etat militaire du 18 1936, le congrès de Saragosse (mai 1936) de la CNT avait adopté une motion ne laissant aucun doute sur sa conception de l'action syndicale : « *Une fois conclue la phase violente de la révolution, seront déclarés abolis la propriété privée, l'Etat, le principe d'autorité et par conséquent les classes qui divisent les hommes en exploités et exploités, oppresseurs et opprimés. Une fois la richesse socialisée, les organisations de producteurs enfin libres se chargeront de l'administration directe de la production et de la consommation<sup>4</sup>*. »

Un tel programme fut mis en oeuvre par les travailleurs eux-mêmes, sans attendre aucune sorte de commandement de leurs « chefs ». La chronologie des événements en Catalogne en offre un bon exemple. A Barcelone, les comités dirigeants de la CNT avaient lancé l'appel à la grève générale le 18 juillet 1936, mais sans donner la consigne de collectivisation. Or, dès le 21 juillet, les cheminots catalans collectivisaient les chemins de fer. Le 25, ce fut le tour des transports urbains - tramways, métro et autobus - puis, le 26, celui de l'électricité et, le 27, des agences maritimes. L'industrie métallurgique fut immédiatement reconvertie dans la fabrication de véhicules blindés et de grenades pour les milices qui partaient combattre sur le front d'Aragon. Bref, en quelques jours, 70 % des entreprises industrielles et commerciales étaient devenues la propriété des travailleurs, dans cette Catalogne qui concentrait à elle seule les deux tiers de l'industrie du pays<sup>5</sup>.

George Orwell, dans son fameux *Hommage à la Catalogne*, a décrit cette liesse révolutionnaire : « *L'aspect saisissant de Barcelone dépassait toute attente. C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. A peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers et sur tous flottaient des drapeaux rouges ou les drapeaux rouge et noir des anarchistes. (...) Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation ; jusqu'aux caisses des cireurs de bottes qui avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir ! (...) Tout cela était étrange et émouvant. Une bonne part m'en demeurait incompréhensible et même, en un sens, ne me plaisait pas : mais il y avait là un état de choses qui m'apparut sur-le-champ comme valant la peine qu'on se battît pour lui<sup>6</sup>*. »

Nombreux sont les étrangers qui, à l'instar de Franz Borkenau, ont éprouvé ce « *formidable pouvoir d'attraction de la révolution* ». Dans *Spanish Cockpit<sup>7</sup>*, il rapporte le cas d'un jeune entrepreneur américain, dont l'affaire est pratiquement ruinée par la révolution, et qui néanmoins reste très favorable aux anarchistes, dont il admire le mépris de l'argent. Il refuse de partir, car « *il aime ce sol, il aime ce peuple et peu lui importe, dit-il, d'avoir perdu ses biens si le vieil ordre des choses s'écroule pour faire place à une cité des hommes plus haute, plus noble et plus heureuse* ».

Le mouvement des collectivisations aurait concerné, au total, entre un million et demi et deux millions et demi de travailleurs<sup>8</sup>, mais il est difficile d'en faire un bilan précis : il n'existe pas de statistiques globales et beaucoup d'archives ont été détruites. On peut toutefois s'appuyer sur les données fragmentaires publiées dans la presse, en particulier syndicale. Et sur les nombreux témoignages d'acteurs et d'observateurs du conflit.

### EFFORTS DE GUERRE

<sup>1</sup> Dernière création d'un célèbre parfumeur parisien.

<sup>2</sup> Patricio Martinez Armero, cité par Abel Paz, *La Colonne de fer*, Editions Libertad - CNT, Paris, 1997.

<sup>3</sup> Cette milice anarchiste, connue pour son intransigeance révolutionnaire, combattit notamment sur le front de Teruel.

<sup>4</sup> *Motions du congrès de Saragosse de la CNT, mai 1936* (brochure).

<sup>5</sup> Carlos Semprun Maura, *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, Editions Mame, Paris, 1974.

<sup>6</sup> George Orwell, *Hommage à la Catalogne*. Editions Champ libre, 1982, réédité en 10/18, 2000.

<sup>7</sup> Franz Borkenau, *Spanish Cockpit*, Editions Champ libre, Paris, 1979.

<sup>8</sup> Voir Frank Mintz, *Autogestion et anarcho-syndicalisme*, Editions CNT, Paris, 1999.

## NOTRE HISTOIRE

Dans les entreprises collectivisées, le directeur était remplacé par un comité élu, composé de membres des syndicats. Il pouvait continuer à travailler dans son ancienne entreprise, mais avec un salaire égal à celui des autres employés. L'activité de certaines branches, comme le bois, fut unifiée et réorganisée, de la production à la distribution, sous l'égide du syndicat. Dans la plupart des entreprises à capitaux étrangers (comme le téléphone et certaines grosses usines métallurgiques, textiles ou agroalimentaires), si le propriétaire - américain, britannique, français, allemand ou belge - demeura officiellement en place pour ménager les démocraties occidentales, un comité ouvrier prit en main la gestion. Seules les banques échappèrent au raz de marée « collectiviste » et passèrent sous le contrôle du gouvernement. Celui-ci disposait ainsi d'un important moyen de pression sur les collectivités connaissant des difficultés de trésorerie.

Le mode d'organisation du syndicat inspira celui des branches socialisées : comité d'usine élu par l'assemblée des travailleurs, comité local réunissant les délégués des comités d'usine de la localité, comité de zone, comité régional, comité national. En cas de conflit à l'échelon local, l'assemblée plénière des travailleurs tranchait ; en cas de conflit à un niveau plus élevé, les assemblées de délégués ou les congrès le faisaient. Mais, du fait de sa présence et de sa puissance, la CNT détenait *de facto* le pouvoir en Catalogne.

Le fonctionnement des collectivités apparaissait donc très hétérogène. Dans les chemins de fer de Catalogne, par exemple, où l'ensemble des salariés percevaient une rémunération annuelle de 5 000 pesetas, on décida néanmoins que les personnels les plus qualifiés recevraient un supplément de 2 000 pesetas par an. En 1938, le salaire unique était de règle à Lérida dans le secteur du bâtiment, mais à Barcelone un ingénieur continuait de toucher dix fois plus qu'un manoeuvre. Une des plus importantes industries de Catalogne, le textile, promulgua la semaine de quarante heures, réduisit les écarts de salaire entre techniciens et ouvriers et supprima le travail aux pièces des ouvrières - mais la différence de revenus entre hommes et femmes persista dans la plupart des cas.

La situation se dégrada au fil des mois, malgré tous les efforts des collectivités pour moderniser la production. Dans le domaine économique comme dans les autres, la guerre dévorait la révolution. Les matières premières manquaient et les débouchés devenaient de plus en plus rares, du fait de la progression territoriale des militaires insurgés. Par ailleurs, l'effort se concentrant sur l'industrie militaire, la production s'effondra dans les autres secteurs, entraînant avec elle une flambée du chômage technique, une pénurie de biens de consommation, un manque de devises et une inflation galopante.

Face à cette situation, toutes les collectivités n'étaient pas égales. Fin décembre 1936, une déclaration du syndicat du bois s'en indigna, réclamant « *une caisse commune et unique entre toutes les industries, pour arriver à un partage équitable. Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'il y ait des collectivités pauvres et d'autres riches*<sup>9</sup> ». Un article de février 1938 donne un aperçu de cette disparité : « *Les entreprises collectivisées payent 120, au maximum 140 pesetas par semaine, et les collectivités rurales 70 en moyenne. Les ouvriers de l'industrie de guerre touchent 200, plus même, par semaine*<sup>10</sup>. » Ces inégalités allaient conduire certains révolutionnaires à évoquer la menace d'un « *néo-capitalisme ouvrier*<sup>11</sup> ».

En octobre 1936, la Generalitat (gouvernement catalan) entérina par décret l'existence des collectivités et tenta d'en planifier l'activité. Elle décida de nommer des « *contrôleurs* » gouvernementaux dans les entreprises collectivisées. Avec l'affaiblissement politique des anarchistes, ces derniers allaient bientôt servir au rétablissement du contrôle de l'Etat sur l'économie.

Sans que « *personne, aucun parti, aucune organisation ne donne de consignes pour procéder dans ce sens*<sup>12</sup> », des collectivités agraires se formèrent également. La collectivisation concerna surtout les grands domaines, dont les propriétaires avaient fui en zone franquiste ou avaient été sommairement exécutés. En Aragon, où les miliciens de la colonne Durruti<sup>13</sup>, dès la fin juillet 1936, impulsèrent le mouvement, ce dernier toucha presque tous les villages : la fédération des collectivités regroupait un demi million de paysans.

Rassemblés sur la place du village, les actes de propriété foncière étaient brûlés. Les paysans apportaient tout ce qu'ils possédaient à la collectivité : terres, instruments de travail, bêtes de labour ou autres. Dans certains villages, l'argent fut aboli et remplacé par des bons. Ces bons ne constituaient pas une monnaie : ils permettaient l'acquisition, non de moyens de production, mais seulement de biens de consommation - et encore en quantité limitée.

<sup>9</sup> Carlos Semprun Maura, *op. cit.*

<sup>10</sup> Article d'Agustin Souchy dans *Solidaridad Obrera* (journal de la CNT), février 1938.

<sup>11</sup> Gaston Leval, *Espagne libertaire*, Editions du Cercle et Editions de la Tête de feuille, Paris, 1971.

<sup>12</sup> Abad de Santillan, *Por que perdimos la guerra*, Iman, Buenos Aires, 1940.

<sup>13</sup> Né en 1896, militant de l'UGT puis de la CNT, Buenaventura Durruti prend, lors du coup d'Etat franquiste, en 1936, la tête d'une milice qui joue un rôle important dans les combats à Barcelone, puis en Aragon et enfin sur le front de Madrid. C'est là, le 20 novembre, qu'il est mortellement blessé, dans des circonstances controversées.

## NOTRE HISTOIRE

L'argent qui avait été stocké par le comité était utilisé pour acheter, à l'extérieur, les produits qui faisaient défaut et qui ne pouvaient être troqués. Visitant la collectivité d'Alcora, un gros bourg de cinq mille habitants, l'historien et journaliste Kaminski remarque : « *Ils détestent l'argent, ils veulent le bannir par la force et par l'anathème [mais c'est] un pis-aller, valable tant que le reste du monde n'aura pas encore suivi l'exemple d'Alcora.* »

### ASSEMBLEE GENERALE DES PAYSANS

Contrairement au modèle étatique soviétique, l'entrée dans la collectivité, perçue comme un moyen de vaincre l'ennemi, était volontaire. Ceux qui préféraient la formule de l'exploitation familiale continuaient à travailler leur terre, mais ne pouvaient plus ni exploiter le travail d'autrui ni bénéficier des services collectifs. D'ailleurs, les deux formes de production coexistaient souvent, non sans conflits, comme en Catalogne, où les métayers devinrent propriétaires de leurs lopins. La mise en commun permettait d'éviter le morcellement des terres et de moderniser l'exploitation de celles-ci.

Les ouvriers agricoles qui, quelques années plus tôt, cassaient les machines pour protester contre le chômage et la baisse des salaires les utilisèrent volontiers pour alléger leur tâche. On développa l'utilisation d'engrais et l'aviculture, les systèmes d'irrigation, les fermes pilotes et les voies de communication. Dans la région de Valence, on réorganisa, sous l'égide des syndicats, la commercialisation des oranges, dont l'exportation fournissait une appréciable source de devises. Les églises qui n'avaient pas été brûlées furent transformées en bâtiments civils : entrepôts, salles de réunion, théâtres ou hôpitaux<sup>14</sup>. Et, puisque le credo anarchiste faisait de l'éducation et de la culture les fondements de l'émancipation, des écoles, des bibliothèques et des clubs culturels apparurent dans les villages les plus reculés.

L'assemblée générale des paysans élisait un comité d'administration, dont les membres ne recevaient aucun avantage matériel. Le travail s'effectuait en équipes, sans chef, cette fonction ayant été supprimée. Les conseils municipaux se confondaient fréquemment avec les comités, qui constituaient de fait les organes du pouvoir local. Généralement, le mode de rémunération était le salaire familial, sous forme de bons là où l'argent avait été aboli.

A Asco, en Catalogne, par exemple, les membres des collectifs recevaient un carnet de famille. Au verso de la carte, il y avait un calendrier pour cocher les dates d'achat des vivres, qui ne pouvaient être reçues qu'une fois par jour dans les différents centres de ravitaillement. Ces cartes étaient de différentes couleurs, afin que ceux qui ne savaient pas lire puissent facilement les distinguer. La collectivité rémunérait à la fois l'instituteur, l'ingénieur et le médecin, dont les soins étaient gratuits<sup>15</sup>.

Ce mode de fonctionnement n'était dépourvu ni de pesanteurs ni de contradictions. Kaminski raconte comment, à Alcora, un jeune qui voulait rendre visite à sa fiancée vivant dans le village d'à côté devait obtenir l'accord du comité pour échanger ses bons contre l'argent lui permettant de payer le car. La conception ascétique que les anarchistes avaient de la société nouvelle faisait souvent bon ménage avec la vieille Espagne, puritaine et machiste. D'où sans doute le paradoxe du salaire familial, qui laissait « *l'être le plus opprimé d'Espagne, la femme, sous l'entière dépendance de l'homme*<sup>16</sup> ».

Les collectivités allaient se heurter aux forces politiques hostiles à la révolution, y compris à l'intérieur du camp républicain. Faible en juillet 1936, le Parti communiste d'Espagne (PCE) vit croître son importance avec l'aide soviétique. Il appliqua la stratégie, prônée par Moscou, d'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie contre le fascisme. Comme le remarque Borkenau, « *les communistes ne sont pas avec les travailleurs contre le "koulak", mais avec le "koulak" contre les syndicats* ».

Ainsi, dans le Levant, le ministre communiste de l'agriculture, Vicente Uribe, n'hésita pas à confier la commercialisation des oranges à un organisme à la fois rival du comité syndical et lié, avant guerre, à la droite catholique, régionaliste et conservatrice.

Après les journées de mai 1937, durant lesquelles les communistes staliniens tentèrent, en déclenchant des affrontements sanglants à Barcelone, de s'emparer des positions stratégiques occupées par les anarchistes et par le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM, antistalinien), le gouvernement central annula le décret d'octobre 1936 sur les collectivisations et prit directement en main la défense et la police en Catalogne. En août 1937, les mines et les industries métallurgiques passèrent sous contrôle exclusif de l'Etat. Au même moment, les troupes communistes, conduites par le

<sup>14</sup> Selon l'historien Burnett Bolloten, « *des milliers de personnes appartenant au clergé et aux classes possédantes furent massacrées* », le plus souvent en représailles aux massacres franquistes (in *La Révolution espagnole*, Editions Ruedo Ibérico, Paris, 1977).

<sup>15</sup> H.E Kaminski, *Ceux de Barcelone*, Editions Allia, Paris, 1986

<sup>16</sup> Ibid.

## NOTRE HISTOIRE

général Lister, essayèrent de démanteler par la terreur les collectivités en Aragon. Réduites et assiégées de toutes parts, elles survivront néanmoins jusqu'à l'arrivée des troupes franquistes.

Au moment de l'entrée de ministres anarchistes dans le gouvernement républicain, Kaminski s'interrogeait sur les risques de « l'éternelle trahison de l'esprit par la vie ». La victoire du général Franco coupa court à ces interrogations. Drapée de rouge et noir, l'Espagne libertaire est entrée dans l'histoire, rescapée des désillusions de ce siècle. Un jour, un peuple sans dieu ni maître a fait des feux de joie avec les billets de banque. En ces temps d'argent-roi, voilà de quoi en réchauffer quelques-uns.

*Alternative Libertaire* est une publication des *Éditions 22 Septembre* (asbl)

Éditeur responsable: Jacques Blaise

65 rue du Midi 1000 Bruxelles

### ABONNEMENTS

☎ 04/223.13.89. - 0475/41.06.40.

Pour un an (11 numéros) :

• BELGIQUE : 20 Euros - soutien : 25 Euros ou plus - spécial fauché(e) : 12,5 Euros

à verser sur le compte

000-1146513-70

• FRANCE : 30 Euros

spécial fauché(e) : 22,5 Euros

par chèque à *Alternative Libertaire*

• SUISSE : 45 F suisses

• CANADA : 40 \$ canadiens

*Frais d'envois inclus*

Ce numéro a été écrit, dessiné, tapé, mis en page, imprimé, envoyé et distribué par Annick, Anibal, Axel, Charly, Cris, Jean-Charles, JPF, Gaby, Gun, Hans, Jacques, Jean-Marie, Jean-Marc, Pascale, Phil, Roger, Thierry, Xavier, Yves et les autres...

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. Pas de ©, reproduction libre en citant la source. Aidez-nous à travailler moins, envoyez-nous vos textes sur disquettes PC.

*Celles et ceux qui savent que nous refusons toute aide publique, ou privée, toutes celles et tous ceux-là, savent que pour que ce journal continue à paraître, il faut mettre la main à la poche... et ils/ou elles s'abonnent !*

#### Je m'abonne aujourd'hui

• Je verse sur le compte

000-1146513-70 (Belgique)

15965-00600-08104011510-66

(France)

• Je joins un chèque barré à l'ordre  
d'**Alternative Libertaire**

Veuillez me faire parvenir

*Alternative Libertaire*

à l'adresse suivante :

.....  
.....  
.....

à renvoyer à *Alternative Libertaire*

65 rue du Midi 1000 Bruxelles

# **CONSOMMER POUR ÊTRE CONSIDÉRÉ**

**D'une façon systématique, les critiques de la "mal-bouffe" se gardent bien d'aborder l'essentiel, à savoir que loin d'être une victime plus ou moins consentante, le consommateur s'en donne à cœur joie. Consommer, en effet, c'est être considéré.**

Il suffit de regarder ces masses indifférenciées, communiant dans quelque temple de la consommation, pour constater que toute communication, toute spontanéité se dissout dans l'étalage d'un culte abolissant l'individualité.

Aucune argumentation ne prévaudra jamais contre ces fanatiques de reconnaissance qu'un monde rempli d'ersatz rend euphorique. Consommer, c'est se montrer, s'afficher, s'exposer au travers d'un jeu de valorisation mutuelle en miroir.

Les diatribes des bons apôtres réformistes de "la qualité de la vie" ne visent finalement que les nuisances déjà majoritairement condamnées (la pollution, le bruit...). Leur silence est éloquent. Parlant de l'intérieur d'un système qu'ils refusent à mettre en cause, ils ne s'en prennent qu'à ses errements les plus scandaleux. Leurs gesticulations n'ont d'autre finalité que de relifiter le monstre (*l'horreur économique*) et de le rendre un peu plus acceptable.

Le triomphe de la production marchande, c'est le remplacement du réel par des clichés, par des trompe-l'œil, des leurres, tous aseptisés, et donc sans surprises.

Un crime largement approuvé s'exécute sous nos yeux : l'infantilisation de l'humanité, la disneylandisation de la planète.

Dans ce monde sans conflits, les opposants ne seront plus que de simples figurants rabâchant un discours unanimiste. Il ne suffit pas aux dictatures pour durer de "la voiture pour tous", des autoroutes, de la sécurité sociale... Il faut qu'elles proclament à l'envi l'excellence de leur système démocratique.

On est mal barré!

★ **Des Va-nu-pieds**  
[va-nu-pieds.va@voilà.fr](mailto:va-nu-pieds.va@voilà.fr)

## **POUR CONTACTER LES LIBERTAIRES EN BELGIQUE ...**

### **À Bruxelles :**

★ CENTRE LIBERTAIRE : 65 Rue du midi 1000 Bruxelles Tel 0485.93.66.63.

Permanence le samedi de 15 à 17h.

Le site : <http://www.anarchy.be/centrelib> mail : [Centrelib@anarchy.be](mailto:Centrelib@anarchy.be)

★ L'ALLIANCE LIBERTAIRE : [xbekaert@ulb.ac.be](mailto:xbekaert@ulb.ac.be)

### **Dans la région de Tournai:**

★ LE NOIR LOMBRIC : 50 Rue de Roucourt, 7600 Péruwelz 069/77.34.07. - [asbl.art324bis@yucom.be](mailto:asbl.art324bis@yucom.be)

★ HUMEUR NOIRE : 50 Rue du Cola 7973 Stambruges

### **Dans la Province du Luxembourg :**

MARAGOLE : 95 Rue du 22 Août 6730 Tintigny 063/44.41.32. - 03/29.88.09.89. [maragole@hotmail.com](mailto:maragole@hotmail.com)

### **En région liégeoise :**

Charly : [charly.anar@belgacom.net](mailto:charly.anar@belgacom.net) Cris : [christian.meuris@infonie.be](mailto:christian.meuris@infonie.be)

Gun : [anarcho.gun@belgacom.net](mailto:anarcho.gun@belgacom.net) Gabriel : [gabriel.buendia\\_aulet@teledisnet.be](mailto:gabriel.buendia_aulet@teledisnet.be)